

## Burundi : choisir entre "vivre à genou" ou "mourir debout"

@rib News, 18/11/2012 Vers l'insurrection populaire au Burundi Par Nyandwi Léon Comme dans les années 80 et 90 sous Bagaza et Buyoya respectivement, l'édification d'un régime tyrannique sous le régime Nkurunziza I & II aurait brièvement stoïcisme du Peuple Murundi jusqu'à forcer ce dernier au maquis. L'information provenant des divers groupes rebelles qui émergent aujourd'hui laisse très peu d'illusions en ce qui concerne leur intention: combattre la dictature et instaurer la démocratie au Burundi. Il faut avoir refusé de tirer de leçons du passé, le CNDD-FDD assisterait déjà à de l'histoire.

Des sources dignes de foi au sein de l'armée soulignent l'incapacité du régime à anticiper et/ou contenir les rebelles. La rupture entre les hommes de troupes et les «généralistes» est consommée. Rompant avec les usages militaires classiques, Bujumbura n'hésite plus à déployer sa milice (Imbonerakure) côté à côté avec l'armée au champ de bataille. Le mécontentement parmi les hommes en uniformes est au zénith alors que leurs pertes ne cessent d'augmenter. L'humiliant limogeage du Chef d'état Major de l'Armée burundaise, le Général Niyombanza adjoint est une indication qui ne trompe pas. La pression de l'insurrection populaire est palpable. Sur l'insurrection, il est vrai que même Thomas Jefferson, un des instigateurs de la révolution américaine contre sa Majesté le Roi d'Angleterre en 1776, propose la prudence avant tout: «les gouvernements établis ne doivent pas être changés pour des causes légères et passagères». Mais cet homme d'état reste sans ambiguïté sur le traitement que le Peuple devrait réserver aux dictatures à l'instar de celle qui s'installe à Bujumbura: c'est de rejeter un tel gouvernement et pourvoir, nouvelles sauvegardes, à la sécurité future du Peuple» (extrait de la déclaration de l'indépendance des USA). Dans le Burundi, il est clair que ce n'est pas la vente illicite du Falcon 50 et les magouilles du contrôle nigérian ou les cahiers ougandais qui sont à la base de la révolution armée naissante. Ce n'est pas non plus le manque d'une pensée politique clairvoyante du régime Nkurunziza I et II, ou son sectarisme, son clientélisme, sa diocratie et l'impunité de la corruption étatique qui rongent le pays de la base au sommet - dans une démocratie de telles bavures sont sanctionnées par le Peuple une fois les 5 ans. C'est plutôt (1) la décapitation du système démocratique, (2) l'institutionnalisation de la tyrannie, (3) l'anéantissement de l'état de droit, (4) l'usage généralisé de la mort comme un outil politique, la violation systématique et courante des lois fondamentales et accords qui régissent le bon fonctionnement de l'état, la cohésion nationale. Dans le but de perpétuer ce système indéfiniment, le régime Nkurunziza miserait sur l'exclusion politique totale de l'opposition. Ceci se matérialiserait par la mise en place d'une Présidence à vie (pour le président Nkurunziza) et le contrôle sans partage des institutions publiques tel que le Parlement et le Sénat. Pourtant, un regard froid de l'histoire contemporaine du Burundi confirme que ce sont ces mêmes facteurs qui étaient à la base de la naissance de la rébellion du CNDD-FDD. Puisque les mêmes causes produisent les mêmes effets, «la révolution est la ferveur populaire contre l'autoritarisme du régime n'est qu'un début en ce moment», selon un responsable de l'opposition qui a requis l'anonymat. Ce n'est plus un secret, le niveau d'oppression et de barbarie exercé par le pouvoir contre les civils en général et les membres du FNL en particulier, rivalise avec l'horreur commise par Micombero. Selon des sources fiables, le leadership du FNL dirigé par Agathon Rwaso a été nettement décimé. Presque jubilant, un haut cadre du parti au pouvoir nous lança: «Na FNL yigira ntagondwa twarayitoyeye umuti. Abanywanyi ba FNL twabahaye imikeke ya Tanganyika iririra» (On a pu trouver une solution adéquate même pour FNL qui se croyait invincible. Leurs militants ont été servis aux poissons du Lac Tanganyika comme repas). C'est un fait, le sang du Peuple Murundi coule aujourd'hui sous le pouvoir du CNDD-FDD comme il coulait hier sous Buyoya-Bagaza-Micombero «Toute personne (Hutu, Tutsi, Twa ou Expatrié) qui ose contredire et/ou critiquer le pouvoir ne le fait qu'à ses risques et périls. Devant la brutalité singulière du trio Imbonerakure-SNR-Police, même Gandhi aurait été obligé de changer sa tactique de non-violence - autrement, il se serait retrouvé dans une fausse commune, dans une latrine ou dans une rivière, son corps décapité. Aujourd'hui, nous sommes tous amenés à prendre position car devant ces faits, le silence ne peut être complice. Quand on se dit la vérité, au Burundi la démocratie est morte et sa résurrection n'est pas pour demain. Il n'est possible de faire la politique par des moyens parlementaires. Nous sommes à la veille du prochain marathon électoral de 2015 et pourtant les partis politiques de l'opposition n'ont même pas le droit de se rassembler sur le sol burundais depuis 2010. C'est une insulte à la démocratie. En conséquence, il est logique, voir même impératif, que le Peuple questionne et/ou conteste la légitimité du pouvoir en place. Aujourd'hui un jeune Imbonerakure peut arrêter, emprisonner, torturer et même tuer à n'importe qui (civil, élu du Peuple, policier, militaire). Personne n'est à l'abri. Le pouvoir donne que deux choix au Peuple Murundi: choisir entre «vivre à genou» ou «mourir debout». Lentement mais sûrement, les citoyens commencent à ouvrir la voie pour un troisième choix: «vivre debout, dans la justice et dans la paix». Mais il est important de noter que chaque fois qu'il y a eu un échec, ce Peuple Vaillant et Souverain a toujours choisi de «mourir debout». Le Major Pierre Buyoya le sait très bien. Pourvu que l'actuel Pierre saisisse bien la leçon infligée par le Peuple. En conclusion, le président Nkurunziza II et le CNDD-FDD essaient de se maintenir au pouvoir éternellement par la terreur et l'oppression. Si cet espoir est dangereux, il est surtout largement illusoire et inatteignable. En attendant que les tenants du pouvoir à Bujumbura reviennent à raison, l'espoir est tout ce qui nous reste, quasiment et on le gardera. Bujumbura, Nyandwi Léon